

Ma

p.B.58.26-CH écon.et fin.
BY/er

Berne, le 16 décembre 1977

~~Hij~~

NOTE AU SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER

(en réponse à sa note du 14 octobre 1977)

Politique globale d'investissements avec les pays de l'OPEP

Pétrole et revenus pétroliers: aspects politiques

L'invention du moteur à explosion et du moteur diesel sont à l'origine du recours prodigieux au pétrole comme source d'énergie. Son utilité, mise en évidence lors de la guerre de 1914 - 1918, éveillait l'intérêt des grandes puissances, Grande-Bretagne, France et Etats-Unis, pour un approvisionnement continu et suffisant de l'or noir, dont la précarité semblait avoir été perçue dès le commencement.

Au Moyen-Orient, au fur et à mesure que la production de pétrole s'élevait, les dirigeants locaux prenaient conscience du pouvoir croissant que leur conféraient les redevances pétrolières dans le développement de leur Etat, et face aux compagnies pétrolières internationales, ainsi que dans l'évolution du conflit israélo-arabe.

C'est en 1960 qu'était créée l'OPEP, à la suite d'une série de baisses de prix du pétrole brut exporté du Moyen-Orient, décidées unilatéralement par les compagnies pétrolières. Son objectif immédiat tendait à la stabilisa-

tion des prix du pétrole brut exporté et, par conséquent, des revenus pétroliers des pays membres. Une fois ce but atteint, son objectif final fut le contrôle effectif et intégral, par les pays membres, de l'industrie pétrolière en passant par les étapes de la participation et de la nationalisation.

L'année 1971 marquait alors un tournant dans les rapports entre Etats producteurs de pétrole et compagnies pétrolières avec la nationalisation des intérêts de la société British Petroleum en Libye, et les accords de Téhéran remplaçant la fixation unilatérale du prix du brut par une négociation collective.

Le quatrième conflit israélo-arabe faisait progresser l'histoire pétrolière et conduisait à ce que l'on a appelé "la révolution d'octobre", dont l'aboutissement fut la décision des six pays du Golfe persique membres de l'OPEP, réunis à Téhéran, de supprimer le système de fixation des prix du brut. Cette décision mettait ainsi fin à l'ère de l'énergie bon marché.

Ce conflit devait aussi exercer son influence sur le plan politique et faisait prendre conscience à l'Occident de sa dépendance récente et irréversible du pétrole. La réduction de la production (5% - Arabie Séoudite et Koweït 10% - décidée le 17 octobre à Koweït par l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), à destination de l'Europe occidentale, sauf pour les pays considérés comme "amis" (France, Espagne, Grande-Bretagne), était, immédiatement après, complétée par une interdiction des exportations vers les Pays-Bas et les Etats-Unis. L'Irak se dissociait de ces décisions, jugées peu efficaces, et choisissait de

nationaliser les intérêts américains et hollandais.

Voyant que ces mesures touchaient davantage l'Europe et le Japon que les Etats-Unis, l'Arabie Séoudite levait rapidement l'embargo en signe d'encouragement aux USA à reprendre l'initiative au Moyen-Orient.

L'Occident cependant réagissait, et créait l'Agence internationale pour l'énergie à Paris, tandis que de leur côté les pays en développement lançaient leur mot d'ordre pour un nouvel ordre économique international, sous la direction de l'Algérie qui avait pris la tête de ce mouvement, grâce au sommet des non-alignés à Alger, en automne 1973.

Au début de 1975, trois mois avant le sommet de l'OPEP à Alger, M. Kissinger tirait un coup de semonce en évoquant la possibilité d'une intervention militaire si le "monde industrialisé était réellement étranglé". Tempérée et commentée les jours suivants, cette déclaration n'en conserve pas moins aujourd'hui encore toute sa valeur, comme solution extrême, par la définition claire des limites imparties à la politique des pays de l'OPEP.

Quant à la proposition française de réunir une conférence sur l'énergie, elle débouchait par la suite sur le dialogue Nord-Sud, afin de tenir compte du désir des pays en développement de voir traiter l'ensemble des questions relatives au développement.

Même si cette évocation paraît moins actuelle, l'utilisation du pétrole à des fins politiques demeure, aujourd'hui encore, une menace potentielle qui pourrait revêtir les formes suivantes: embargo général ou sélectif, réduction volontaire de la production, hausse du prix du brut et transfert massif de pétro-dollars.

Les aspects économiques sont cependant déterminants. Les pays de l'OPEP cherchent d'une part à optimiser leurs ressources pétrolières, en procédant à des hausses périodiques de prix ou à des nationalisations. A cet égard, l'intégration progressive et irréversible, à l'Occident, des sociétés nationales issues des compagnies nationalisées est un phénomène nouveau dont nous avons tout lieu de nous féliciter. Ces pays cherchent d'autre part à tout mettre en oeuvre pour parvenir à la conservation du pétrole, tout comme au maintien du pouvoir d'achat de leurs revenus. Ainsi se dessinent des points de convergence avec l'Occident, dans la lutte contre l'inflation et contre le gaspillage d'énergie. Il en va de même de l'intérêt pour des sources alternatives d'énergie et pour les questions d'environnement.

Le point de divergence le plus important - également le plus préoccupant - tient à l'utilisation et aux montants des excédents de revenus pétroliers déposés dans les banques ou investis dans l'économie occidentale. Le placement à court terme permettait aux pays de l'OPEP de passer presque inaperçus et d'éviter ainsi des tentatives de nationalisation, ou des contrôles étatiques dans les transferts de devises. La préférence donnée de manière croissante aux investissements directs répond également à ces mêmes buts.

Cette question de placements de capitaux pose aussi un problème politique. On se souviendra en effet des craintes de l'opinion publique allemande et italienne (entre autres dans les affaires "Mercedes", "Krupp" et "Fiat") de voir certains secteurs de l'économie nationale tomber sous le

contrôle d'Etats étrangers. Des sentiments identiques, voire de sérieuses réactions, avaient également été enregistrés lorsqu'il avait été question de pressions sur des consortiums internationaux, "afin d'exclure de leur sein certaines banques considérées comme "juives".

L'impact de ces excédents sur le plan international dépasse de loin cependant l'aspect purement national de ce problème, tel que le maintien du pouvoir d'achat. Il joue un rôle déterminant dans la stabilité monétaire internationale. En demandant des quotas accrus au FMI, les pays de l'OPEP souhaitent influencer la réforme du système international. Il est à espérer qu'il en découlera un sens renforcé de leurs responsabilités.

Bien que ne s'appuyant pas sur un concept très précis, les pays de l'OPEP ont fait un effort méritoire pour venir en aide aux pays en développement dans le déficit de leur balance des paiements. Accordée de préférence sur une base bilatérale plutôt que multilatérale, afin d'amortir les effets de la hausse du prix du pétrole, cette aide n'en poursuit pas moins des buts politiques parmi lesquels il convient de mentionner le renforcement de la sphère d'influence arabe et islamique, et également le renforcement de structures étatiques favorables aux échanges et à la coopération avec l'Occident.

Ainsi certains pays de l'OPAEP poursuivent à la fois, mais avec des degrés divers, des intérêts économiques nationaux et des intérêts politiques internationaux (invitation aux pays africains de rompre leurs relations avec Israël en échange d'une aide économique). D'autres pays, comme la Libye par exemple, profitant de leurs ressources financières

ne se gênent pas, par contre, de "pêcher" en eaux troubles en soutenant des groupes révolutionnaires et des terroristes internationaux. Malgré la relative stabilité des gouvernements au Moyen-Orient, on ne peut exclure que des extrémistes ne parviennent un jour à prendre le pouvoir.

En conclusion, il importe à l'Occident, et à notre pays tout particulièrement, d'accueillir ces fonds pétroliers d'une manière telle que l'opinion publique ne ressente pas cette présence comme une nouvelle forme de dépendance, en plus de la dépendance énergétique.

Secrétariat politique



(J. Cuendet)

Copie à:

- Division politique II